



Dans l'industrie automobile n'a-t-on pas vu chaque pays défendre ses intérêts ?

Bruno Le Maire - La coopération dans l'industrie automobile européenne est absolument indispensable si nous voulons rivaliser avec l'industrie asiatique. Il faut mettre en commun nos moyens pour financer un moteur compétitif pour l'avenir, que ce soit un moteur hybride ou un moteur électrique. Désormais, nous aurons autour de la table les responsables politiques allemands et français, notamment Luc Chatel, avec les dirigeants des grands constructeurs automobiles des deux pays, PSA, Renault, Daimler, Volkswagen et BMW. C'est sans précédent.

Les choix allemands dans le nucléaire ne sont-ils pas le signe d'une tentative de rechercher des alliances à la carte plutôt que de jouer le jeu de la solidarité ?

Bruno Le Maire - Nous pouvons avoir sur certains sujets des positions divergentes. Mais l'intérêt des deux pays, pour les exportations allemandes comme pour la compétitivité française, est d'aller vers davantage de coopération. Coopérer, c'est financer ensemble les investissements technologiques nécessaires pour être plus compétitifs demain. Le dialogue et la coopération doivent être les maître-mots en Europe des dix années à venir.

Vous préconisez un changement radical de la politique de concurrence de la Commission !

Bruno Le Maire - Dans la compétition avec les pays émergents, le temps où la concurrence était à elle seule l'alpha et l'oméga de toute politique européenne est révolu. Il faut maintenant aussi une vraie politique industrielle, encourageant le regroupement autour de grands groupes industriels européens. C'est tout l'enjeu pour demain. Les industriels en France mais aussi en Allemagne et en Italie tirent la sonnette d'alarme. Et ils ont raison. L'industrie européenne de demain se construit maintenant. Sinon, je crains qu'elle ne s'affaiblisse durablement.

Venons-en aux questions institutionnelles. Comment répondre à la crise ouverte par la démission du Premier ministre tchèque Mirek Topolanek ?

Bruno Le Maire - Nous attendons de la présidence tchèque qu'elle exerce son mandat dans les meilleures conditions jusqu'à son terme. La crise économique et financière ne nous permet pas de nous passer d'une présidence européenne qui joue tout son rôle. En outre, la République tchèque a pris l'engagement de ratifier le traité de Lisbonne dans les meilleurs délais. Cet engagement doit être tenu. J'insiste sur un point essentiel : il n'y aura pas de nouveau débat institutionnel. Aucun État n'est disposé à s'engager dans de nouvelles discussions institutionnelles. Si le traité Lisbonne n'est pas ratifié, nous en resterons au traité de Nice, mais il faudra en tirer toutes les conséquences, notamment sur la taille de la

Commission et sur l'élargissement.

Comment imaginer la suite de la construction européenne alors que nous sommes toujours en pleine crise institutionnelle ?

Bruno Le Maire - N'oublions pas que l'Union européenne est une construction récente. Pour assurer son avenir, il faut faire preuve de volonté et d'imagination. Nous faisons face à un tel bouleversement dans le monde que la question est simple : voulons-nous que le monde se réduise à un face-à-face entre les États-Unis et la Chine ? Avec, entre ces deux géants, un continent prospère et ouvert, mais sans identité, sans puissance politique, incapable de défendre ses valeurs et ses intérêts dans le monde ? Ou voulons-nous, au contraire, une Europe politique qui se hisse au niveau des États-Unis et de la Chine, et qui affirme ses valeurs et sa vision, une Europe à l'avant-garde pour le monde de demain ? Dans les deux cas, nous ne construirons pas la même planète. Qui défendra le développement durable, sinon l'Europe, comme cela a été le cas pendant la Présidence française ? Qui défendra le règlement des conflits par le droit, sinon notre continent ? Le Président de la République et le Premier ministre sont déterminés à construire cette Europe politique.

Comment faire pour en arriver là ?

Bruno Le Maire - L'Europe doit s'affirmer économiquement, militairement et culturellement.

Économiquement, on ne peut avoir une monnaie commune sans politique économique européenne. La première étape est d'avoir une vraie politique industrielle. Je propose que nous soyons les champions en matière d'innovation. Il faut réviser la stratégie de Lisbonne et l'assortir de critères obligatoires pour l'innovation, des critères aussi ambitieux que pour les finances publiques.

Deuxième proposition : construire de grands champions industriels européens dans les domaines de compétences privilégiés de l'Europe. Aujourd'hui, nous dispersons nos moyens. Nous devons les concentrer sur quelques secteurs d'excellence pour l'Europe : les transports à grande vitesse, le spatial, les infrastructures, l'énergie solaire, les moteurs du futur pour l'automobile.

Troisième proposition : sachons mieux défendre nos intérêts stratégiques en affirmant très clairement le principe de réciprocité, comme l'a dit le Président de la République. Aux États-Unis, des clauses juridiques interdisent toute prise de participation majoritaire dans un groupe stratégique américain. Pourquoi la Commission ne disposerait-elle pas du même pouvoir d'examen et de veto sur toute prise de participation étrangère dans des actifs stratégiques européens ?

Sur le plan militaire...

Bruno Le Maire - Renforçons la défense européenne. Le retour de la France dans le commandement intégré de l'Otan clarifie notre position. Il doit donc nous permettre de marquer de nouveaux progrès en matière de défense européenne, dans le prolongement de ce qui a été accompli sous la présidence française, qu'il s'agisse des capacités militaires des opérations ou de l'Europe de l'armement. Ainsi, nous allons bientôt établir le « commandement européen de transport aérien stratégique. » L'objectif d'un « état-major » de planification pour les opérations européennes doit être maintenu. Je note que la nouvelle Administration américaine est désormais favorable à une défense européenne forte.

Et sur le plan culturel...

Bruno Le Maire - Le pari doit être fait sur l'éducation et les jeunes. Tous les programmes de mobilité des jeunes comme Erasmus doivent être revus pour faire en sorte que la moitié d'une classe d'âge puisse en bénéficier et pas seulement quelques milliers.

Faut-il arrêter l'élargissement ?

Bruno Le Maire - L'élargissement est un succès historique qui nous a permis de retrouver l'unité européenne. Nous devons intégrer les Balkans, en commençant par la Croatie, sous réserve que le traité de Lisbonne entre en vigueur. Mais nous ne pouvons pas poursuivre l'élargissement comme si l'Europe était un espace indéterminé, sans capacité d'affirmation politique. Il n'y a pas deux projets possibles à la fois. L'Europe politique n'est pas compatible avec la poursuite d'un élargissement sans fin.

La campagne pour les élections européennes sera-t-elle l'occasion d'un débat et de proposition pour améliorer le fonctionnement de l'Union ?

Bruno Le Maire - Bien sûr. Le problème de l'Europe est un problème de responsabilité. Les citoyens ne savent pas qui est responsable de quoi. Pour y remédier, nous devons nous entendre sur l'équilibre institutionnel. Faut-il mettre la Commission de côté et miser exclusivement sur le travail intergouvernemental ? Je ne le crois pas. A l'inverse, donner tout le pouvoir à la Commission n'est pas acceptable non plus parce que ce serait priver les citoyens de leur propre souveraineté. La solution tient donc dans un équilibre entre une Commission forte, un Parlement fort et un Conseil fort où les responsabilités de chacun sont clairement identifiées. Pour cela, je souhaite que la Commission présente, au moment de son investiture, une feuille de route sur chacun des sujets qu'elle aura à traiter : l'industrie, l'environnement, la politique extérieure... Elle fixera ainsi des objectifs, proposera un calendrier et mettra en œuvre les moyens de contrôle. Une Commission forte et responsable, qui, au-delà des traditionnelles auditions parlementaires, présenterait une déclaration de politique générale au Parlement européen et au Conseil européen, voilà un moyen de changer l'Europe.

Quelles sont vos relations avec Dominique de Villepin ?

Bruno Le Maire - La parole d'un ancien Premier ministre est légitime dans le débat public. Chacun sait l'amitié et l'admiration que je lui porte. Elles ne m'interdisent pas d'avoir parfois des divergences avec lui. C'est le cas sur l'Otan : je considère que le retour de la France dans le commandement intégré est une bonne chose.